

Budget 2008 : gaspillage d'État pour les riches

dimanche 7 octobre 2007, par [TREPÈRE Galia](#) (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2007).

Le discours alarmiste tenu par le gouvernement et le patronat sur l'état calamiteux des dépenses publiques vise à justifier la rigueur pour les administrations publiques, mais aussi à préparer l'opinion aux « réformes structurelles » que réclame le patronat.

C'est toujours le même prétexte. Quand il s'agit de réduire les dépenses publiques utiles à la population ou de ponctionner davantage les assurés sociaux, les gouvernements mettent en avant un état catastrophique des comptes de l'État ou de la Sécu (dette, « trous », etc.). C'est ce qu'a fait le gouvernement Sarkozy, en présentant au Conseil des ministres, le 26 septembre, les projets de budget de l'État et de la Sécu pour 2008. Le Premier ministre, François Fillon, avait auparavant évoqué une « *faillite de l'État* » et le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, lui avait apporté son soutien, en évoquant « des finances publiques françaises en très grandes difficultés ». Les institutions européennes somment, elles aussi, la France de réduire les déficits publics.

Pour éviter que trop de libéralités en faveur des privilégiés ne viennent contrecarrer cette propagande sur la nécessité de la rigueur, Sarkozy et son gouvernement avaient pris soin d'en faire voter l'essentiel pendant l'été. Le coût du paquet fiscal, qui comprend, outre les mesures sur les heures supplémentaires et les crédits d'impôts sur les intérêts d'emprunts immobiliers, de somptueux cadeaux aux plus riches, comme le bouclier fiscal et l'exonération des droits de succession, est évalué entre 13 et 15 milliards d'euros. Cela n'a pas empêché le gouvernement d'en ajouter d'autres au budget, passés plus inaperçus, tels que des crédits d'impôts sur les dépenses de recherche ou l'instauration d'un nouveau mode de taxation des dividendes, qui permettra aux actionnaires de ne plus payer que 16 % au lieu de 24 %.

Les dépenses publiques utiles à la population sont, elles, comprimées, avec, en premier lieu, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, soit 22 900 suppressions de postes, dont plus de 11 000 dans l'Éducation nationale. Quant au budget de la Sécurité sociale, il a été conçu pour faire passer le déficit du régime général de 11,7 milliards d'euros en 2007 à 8,9 milliards, en s'attaquant aux assurés, et certainement pas aux grands profiteurs du système que sont les trusts pharmaceutiques. Il acte les franchises médicales, mais également la généralisation du financement des hôpitaux à l'activité (lire ci-dessous). De la même façon que le discours sur la « faillite de l'État » vient à propos pour justifier la réforme de l'État, dont un des objectifs est la libéralisation de la fonction publique, le discours sur le déficit de la Sécu ou le « dérapage » des dépenses de santé, est une façon de préparer l'opinion à la privatisation de l'assurance maladie. Sarkozy n'a-t-il pas ainsi déclaré, en annonçant, le 18 septembre, « *un grand débat sur le financement de la santé* » : « *Qu'est-ce qui doit être financé par la solidarité nationale, qu'est-ce qui doit relever de la responsabilité individuelle à travers une couverture complémentaire ?* » Une perspective qui réjouit d'avance le patronat, en particulier celui des assurances.

Les comptes publics de la France sont désastreux, c'est vrai. Sa dette totale (État, collectivités

locales et Sécu) s'élève à 1 217 milliards d'euros, un gouffre qui s'est creusé de façon exponentielle depuis une dizaine d'années, faisant les beaux jours des rentiers et des actionnaires des sociétés financières. Mais ce n'est que l'ardoise de dizaines de milliards d'euros de subventions accordés au patronat (près de 60 milliards en 2005, comme l'avait révélé un rapport au début de cette année), des réformes fiscales en faveur des plus riches et, depuis plus longtemps encore, des sommes colossales consacrées au budget de l'armée. C'est ce gâchis de l'argent public qu'il faut faire cesser, ce qui veut dire imposer une autre répartition des richesses et une mise à plat des comptes de l'État, sous le contrôle de la population.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2221 du 4 octobre 2007.